



*Paul FROMONTEIL*  
*Vice Président Région Poitou-Charentes*

*Président de la Commission « Vivre Ensemble »*  
*(Sport, Culture, Logement, Lien social)*

Hôtel de Ville  
Monsieur Jean-Pierre ABELIN  
Député-Maire  
78 Bd Blossac  
79100 CHATELLERAULT

Poitiers, le 22 juillet 2009

Monsieur le Maire,  
Monsieur le Président de la Communauté du Pays Chatelleraudais,

Le Président de la République et le Premier Ministre ont annoncé par différentes communications la 2<sup>ème</sup> phase du lancement de la future ligne L.G.V. Tour-Bordeaux. Si je considère que cette ligne est un enjeu majeur pour répondre aux exigences de développement durable sur les plans économique, social, écologique et pour l'aménagements des territoires, nous ne pouvons qu'être très inquiets sur les informations sérieuses qui émanent de milieux hautement responsables : les bretelles de raccordement de Poitiers-Nord et de Châtellerault-Nord (la bretelle de Maillé, le maillon de Migné-Auxances) seraient définitivement abandonnés ainsi que la liaison TGV Limoges-Poitiers.

On mesure toutes les conséquences de telles décisions si elles étaient confirmées.

Seuls les T.G.V. ayant des arrêts en gares de Poitiers et de Châtellerault emprunteraient la ligne actuelle qui d'ailleurs est destinée à devenir une autoroute ferroviaire Lille-Bilbao.

Dans ces conditions pourrait-on accepter que l'on demande aux villes de participer au financement d'une ligne nouvelle n'ayant pas les raccordements nécessaires à la vitalité des gares.

Pour ce qui concerne la Communauté du Pays Chatelleraudais vous vous êtes engagés –imprudemment à mon sens- à verser 4 millions d'euros.

Vous avez justifié le paiement de cette énorme somme par la promesse de la réalisation d'un maillon de raccordement qui désenclaverait au Nord la gare de Châtellerault.

Il faut, Monsieur le Maire, avoir le courage de dire que si la promesse de ce désenclavement n'est pas tenue, rien ne peut justifier la participation financière du chatelleraudais à un projet qui pénalise la gare et l'agglomération.

Dites haut et fort, Monsieur le Maire et Président du Conseil d'Agglomération, votre refus d'ajouter aux différentes difficultés du chatelleraudais le versement de millions d'euros pour un tel projet.

J'ajouterai que nous ne pouvons accepter le processus financier proposé par le Gouvernement qui somme les collectivités territoriales et locales de payer avant d'avoir en main la totalité du projet.

En effet on demande de payer pour un projet mis en concession entre Vinci, Bouygues, Effage qui assureront non seulement la construction mais l'entretien, l'exploitation de la ligne.

Sur la construction il reste des questions non résolues, sur l'entretien et l'exploitation il n'existe aucune précision.

On nous demande de payer d'abord et de voir ensuite les aspects principaux du projet : l'entretien et l'exploitation de la ligne qui seront sous responsabilité d'un consortium privé dans un marché européen conduiront à de nouvelles demandes de financement aux collectivités.

J'ajouterai que les lignes de Lyon-Marseille et Lille ont été financées par l'Etat, RFF et la SNCF. Pour Tours-Bordeaux ce sont les contribuables des collectivités qui vont payer cependant que les profits iront à un consortium privé. Nous ne pouvons être d'accord !

La LGV, ligne essentielle pour l'équilibre du territoire national et pour le trafic européen, doit être financée essentiellement par l'Etat, la SNCF et l'Europe : alors que les collectivités du Poitou-Charentes sont sollicitées à hauteur de 310 millions d'euros, l'Europe ne participera qu'à 0,2 % du financement de la ligne. C'est une aberration !

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, Monsieur le Président de la Communauté du Pays chatelleraudais, en l'expression de mes sentiments républicains.

Paul FROMONTEIL  
Conseiller Régional